



Union Départementale CLCV Marne

La CLCV, créée en 1952, est une association indépendante agréée au titre de la défense des consommateurs, de la protection de l'environnement, de l'éducation populaire, association représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique et comme association éducative complémentaire de l'enseignement public.

Elle est reconnue représentative des locataires et des copropriétaires.

contact //

CLCV Marne

Président Christian MUNIGLIA

Adresse 122 bis rue du Barbâtre
51100 REIMS

Tél. 03 26 05 03 88

Email marne@clcv.org

Site web www.clc.org

// Pour un mode de consommation et un modèle énergétique durables

La CLCV est une association de défense des consommateurs qui veut aussi promouvoir un mode de consommation respectueux de l'environnement et de la santé des populations, ce que l'on désigne aujourd'hui par l'expression « consommation durable ».

L'énergie est au centre de cette problématique ; la combustion des énergies fossiles produit des déchets qui remontent vers la haute atmosphère, en particulier le CO₂ qui génère l'effet de serre responsable d'un dérèglement climatique.

L'industrie nucléaire est-elle la solution alternative aux énergies fossiles ? Force est de constater qu'elle produit elle aussi des déchets qui ont l'inconvénient majeur d'être extrêmement dangereux pour l'environnement et la santé sur des durées qui dépassent l'échelle humaine. ■

// Les priorités de la CLCV

La priorité est à mettre sur l'efficacité énergétique et la réduction des consommations des équipements, logements, modes de déplacements, équipements publics, activités économiques. L'autre enjeu majeur est la prise en compte de la raréfaction des énergies fossiles qui exige une redéfinition de notre modèle énergétique prenant mieux en compte les énergies renouvelables et alternatives. Une telle transformation de nos sociétés prendra des années, c'est pourquoi la CLCV propose des mesures concrètes :

- Inverser les logiques économiques pour partir de la demande réelle d'énergies des consommateurs et non d'une offre devant être vendue. Ainsi redéfinie, la logique devra intégrer des objectifs de développement durable, la nécessité de doter les consommateurs de véritables outils de maîtrise de leur consommation ;
- Préparer l'après énergies fossiles en développant les énergies de demain. Pour ce faire, il sera nécessaire de créer les conditions économiques et fiscales de leur développement ;

- Mettre la priorité sur les économies d'énergie tant pour les consommateurs (compteurs réellement intelligents, factures explicites, sensibilisation des consommateurs, développement d'incitations et de mesures conduisant à la réalisation d'économies d'énergie, notamment dans le domaine de l'équipement électroménager, hi-fi et informatique, du logement et des transports, favoriser une fiscalité allégée pour les lieux de loisirs et de vacances éco-labélisés, etc.) que pour les industriels, les collectivités territoriales et l'administration de l'État, les établissements publics ;
- Garantir l'accès économique pour tous les consommateurs aux services essentiels dont font partie les énergies, par un retour au droit commun et l'abandon de la logique d'assistanat ;
- Sortir de la logique de libéralisation du secteur énergétique et de privilégier au plan européen la mise en place d'une politique énergétique au bénéfice des consommateurs pour dessiner les infrastructures de demain ;
- Arrêter les centrales nucléaires les plus anciennes présentant des risques potentiels ou effectifs non acceptables et réduire progressivement la part du nucléaire dans notre bouquet énergétique, en augmentant l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables, ce qui implique aussi de ne pas construire de nouvelles centrales. ■

C O N C L U S I O N

Le problème des déchets nucléaires ne nous semble pas résolu de manière satisfaisante. Ni le stockage en surface, ni l'enfouissement en grande profondeur du projet Cigéo n'apportent une solution définitive.

On ne peut écarter le risque qu'au fil des générations le centre de stockage maîtrisé et surveillé, tel qu'il nous est présenté aujourd'hui par ses défenseurs, ne se transforme en poubelle nucléaire oubliée dans la mémoire collective.

Par respect pour les générations futures et pour notre Terre, nous ne pouvons prendre ce risque quasi-inéluctable.

Au-delà des propos rassurants des ingénieurs et des techniciens dont nous ne mettons pas en doute les compétences, toute l'histoire nous enseigne que l'« accident zéro » n'existe pas. Or, un accident nucléaire majeur aurait des conséquences incalculables sur des régions entières de notre territoire.

Il est nécessaire de réduire significativement la production de déchets nucléaires, en diminuant la part du nucléaire dans le bouquet énergétique.